

Développement économique en Europe

L'ATELIER EST ANIMÉ PAR Ben CRAMER, Journaliste

INTERVENANTS : Mark RADKA, Raymond Van ERMEN, Peter JOHNSTON, Eric MAHE

BEN CRAMER : Etre intelligent, c'est se consacrer à l'essentiel : je propose à mes invités de suivre cette simple règle édictée par ma grand-mère ! Consacrons-nous aux exemples concrets et aux alternatives potentielles.



BEN CRAMER

JOURNALISTE



MARK RADKA

UNEP, DTIE



RAYMOND VAN ERMEN

PARTENAIRES EUROPÉENS POUR
L'ENVIRONNEMENT

Comment les TIC contribuent-ils au décollage des pays en voie de développement ?

MARK RADKA, UNEP DTIE:

A partir de l'interprétariat

Je travaille essentiellement dans le domaine de l'énergie. L'UNEP apporte une approche plus environnementale aux services énergétiques pour qu'ils puissent être durables et travaille principalement pour les pays en voie de développement. Dans

“ le Programme des Nations Unies pour l'Environnement s'attache à montrer comment coupler les économies d'énergie et les implications des TIC ”

ce domaine d'activité, même si l'Europe est dominante, grâce à ses institutions, ses entreprises et ses gouvernements, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement s'attache à montrer comment coupler les économies d'énergie et les implications des TIC.

L'initiative de développement durable GeSI

Grâce aux TIC, l'initiative énergétique GeSI crée des petits centres de focalisation qui regroupent les entreprises. **Ensemble, nous démontrons comment les applications des TIC peuvent être apportées aux pays en voie de développement.** Les entreprises mettent en lumière les difficultés que leur pose le développement durable dans leur industrie, dans le développement de produit, la gestion de contenu... pour mener une réflexion avec les financiers, les actionnaires et les groupes écologiques : tous ces acteurs travaillent collectivement.

L'aide aux communautés rurales

Les énergies renouvelables peuvent servir à faire fonctionner des petites applications TIC dans les entreprises. Nous montrons comment, grâce aux TIC, des petites entreprises peuvent se créer et fonctionner. Nous aidons les institutions locales qui soutiennent les entrepreneurs : ce n'est pas de la charité mais de l'aide à la création d'entreprise dans des communautés rurales qui n'ont pas de TIC (téléphone, ordinateurs, téléphones mobiles...).

Au Ghana, pays test, le programme a monté cinq centres où sont testés les bons entrepreneurs, la motivation les institutions locales, les modalités de prêts... Dans les trois prochaines années, l'objectif est d'ouvrir 200 centres, reliés à de petites sources énergétiques qui leur permettent d'accéder aux applications TIC dont ils ont besoin.

C'est un défi de gérer ce programme depuis Paris avec des partenaires locaux : l'opérateur télécom TELNOR (en contrat de gestion avec le gouvernement ghanéen), les banques locales, les petites entreprises, les individus...

B E N C R A M E R : Comment les TIC peuvent apporter leur contribution à un monde meilleur ?



Gouvernance, citoyenneté et développement économique

RAYMOND VAN ERMEN, Partenaires européens pour l'environnement : Dans une Union européenne toujours plus élargie, il y a peu à attendre des institutions de l'Union comme « régulateurs », en dehors de leur rôle de gendarme de la concurrence et de responsable de la santé et de la sécurité des citoyens. La Commission ne veut pas non plus jouer ce rôle de régulateur dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. « *La Commission vise plutôt à encourager le développement d'initiatives résultant des rapports de force entre les acteurs du marché* ». Dès lors, si les citoyens, qui veulent un monde meilleur, veulent être efficaces, y compris pour faire changer la Commission d'attitude, il leur faut exercer un rapport de force comme acteurs du marché.

Le développement durable : une histoire de partenariats

En tant que représentant de la société civile, dans le domaine du développement durable, je pense que nous devons cesser de parler du *business leader ship* car, depuis 15 ans, il n'a jamais fonctionné, ni au niveau européen, ni au niveau mondial. Par ailleurs, l'innovation naît d'une ingénierie de partenariats multiples tout au long d'une chaîne de valeur comprenant, certes, des entreprises, manufacturières comme financières, mais aussi des acteurs de la société civile.

Aujourd'hui, les investisseurs s'intéressent aux initiatives de développement économique qui combinent « industrie » et « mouve-

ment », c'est à dire, des projets à la fois économiques et sociaux. Les investissements socialement responsables regroupent investisseurs et représentants de la société civile, qui développent ensemble des actions et adoptent un langage commun. Le commerce équitable ou les achats verts sont des bons exemples de cette économie socialement responsable. Le monde des entreprises bouge soit sous l'impulsion du marché, soit pour regagner la confiance des consommateurs. Sous l'impact de ces pressions, les entreprises agissent et développent des normes privées sociales et environnementales, à l'image des *supply chains guides lines* de la grande distribution (le *Business Social Compliance Initiative*) etc.

“ L'innovation naît d'une ingénierie de partenariats multiples tout au long d'une chaîne de valeur ”

Le rôle des « consomm-acteurs »

Une nouvelle dynamique se crée mais la prise de conscience actuelle de l'urgence à agir a mis plus de 30 ans à émerger : comment accélérer la transition entre la connaissance de ces sujets prioritaires et l'action ? Nous devons améliorer la coordination de nos efforts, faire du *mainstreaming* pour changer les politiques d'investissements et celles d'achat.

Dans « La révolte du pro@étariat »¹, Joël de Rosnay affirme que l'on voit l'émergence, à travers Internet, « *d'une économie du peuple, par le peuple et pour le peuple* ». Nous pouvons changer le marché et changer l'Europe si chacune et chacun d'entre nous change sa façon d'acheter et d'investir pour que ce qui ne sont encore que des marchés de « niche » deviennent des marchés de masse (mainstream). Effectivement, de nouvelles alliances se

¹ « La révolte du pro@étariat : des mass média aux média de masses » par Joël de Rosnay, avec la collaboration de Carlo Revelli, aux éditions FAYARD, 2006 : « Une nouvelle démocratie est en train de naître, inventée grâce aux nouvelles technologies ou médias des masses (Internet, blogs, SMS, chats...) par les citoyens du monde. Or ni les médias traditionnels, ni les politiques n'en comprennent vraiment les enjeux... »

noient entre les entreprises, les syndicats et les citoyens qui exercent leur second droit de vote par leur pouvoir d'achat, en investissant ou achetant de façon conforme à leurs valeurs. Tous ces petits ruisseaux pourraient finir par former un grand fleuve transformant l'économie. Le nouveau est déjà là : investissements éthiques, nouvelles formes de consommation, nouvelles formes d'économie solidaire tels les micro crédits, commerce équitable, technologies propres et efficaces en matière énergétique, etc. Autant de « marchés » qui existent d'ores

“ Effectivement, de nouvelles alliances se nouent entre les entreprises, les syndicats et les citoyens qui exercent leur second droit de vote par leur pouvoir d'achat, en investissant ou achetant de façon conforme à leurs valeurs”

et déjà et sont portés par des entreprises européennes. Banques, sociétés de la grande distribution, entreprises des secteurs manufacturiers ne peuvent plus se permettre d'être absentes sur ces marchés et elles craignent toutes les « risques » liés à l'inaction, tout particulièrement le risque de réputation. Il faut que les citoyens don-

nent un coup d'épaule pour faire basculer l'économie vers cette « nouvelle économie » génératrice de croissance, de compétitivité d'une autre nature.

De même, dans l'analyse des prospectivistes de Shell sur les « Global scenarios 2025 »², le scénario « *Open Doors* », basé sur une vision de partenariats entre entreprises et société civile, est potentiellement le plus créateur de croissance au plan mondial comme au plan européen. L'approche participative génère de la croissance³, parce qu'elle génère plus d'innovation, y compris en termes de produits à destination des plus pauvres, comme on le voit dans le domaine pharmaceutique ou celui des micro-crédits. Dès lors, il y a un message fort que nous voudrions adresser à la société civile : « *ne vous laissez plus intimider par les élites qui vous rabrouent au nom de la croissance. Nous avons la clef de la sortie de la crise constitutionnelle. C'est notre agenda qui apportera une nouvelle croissance et la paix* ».

Dans ce contexte, la société de l'information doit nous aider à créer le *main streaming*. D'ici juin 2007, un partenariat entre les TIC et tous ceux qui travaillent à faire évoluer les politiques d'achats et d'investissement devrait être construit de manière à accélérer la transition.

B E N C R A M E R : En effet, l'échéance 2007 et le concept de « consomm-acteur » est très intéressant. Comment les TIC peuvent améliorer la démocratie ? Comment l'Union européenne apporte-t-elle sa contribution aux changements économiques ?

2 www.shell.com/static/royal-en/downloads/scenarios/exsum_23052005.pdf

3 Avec de nouveaux indicateurs, comme nous l'avons développé dans le texte.

Développement durable et croissance économique en Europe : quel rôle pour la Commission européenne ?

PETER JOHNSTON, **European Commission, DG Information Society and Media**: Le développement économique est continu et la croissance économique doit se poursuivre. **Le développement durable ne doit pas donc pas limiter cette croissance.** En Europe, le taux de croissance n'est pas satisfaisant, il nous faut trouver le bon mode de développement.

Innovation et emploi : les clefs d'un processus de développement durable

Deux obstacles principaux s'opposent à la croissance en Europe.

Premièrement, l'Europe manque d'ouverture à l'innovation, aux TIC et aux biotechnologies par rapport au reste du monde, en particulier à l'Asie et aux Etats Unis. L'Europe doit donc :

- investir davantage dans les processus de recherche et d'innovation,
- améliorer l'efficacité de ses universités en les reliant mieux au processus d'innovation de manière à attirer les investisseurs privés
- engager la société civile dans le processus d'innovation pour mieux qu'il soit mieux accepté socialement.

Deuxièmement, **le taux de chômage moyen en Europe, voisin de 8 %, ne permet pas le développement durable.** L'emploi des femmes, des seniors (plus de 50 ans) et l'emploi des populations en zone rurale sont des problèmes identifiés pour lesquels il existe une gamme de solutions

politiques. Une étude récente montre, qu'entre les Etats Unis et l'Europe, les taux d'emploi des personnes de différents niveaux de qualification sont similaires. La différence est que, proportionnellement, aux Etats Unis, davantage de personnes ont un niveau d'éducation supérieur. En Europe, les Etats membres doivent donc investir dans l'éducation avec le soutien de la Commission.

“ Premièrement, l'Europe manque d'ouverture à l'innovation, aux TIC et aux biotechnologies par rapport au reste du monde, en particulier à l'Asie et aux Etats Unis ”

Un nouveau mode de croissance, un nouveau rôle pour les institutions

La Commission doit elle-même changer de rôle car **les réglementations et les lois ne suffiront pas à construire un développement durable.** La Commission devrait investir dans les processus de recherche en nom et place des Etats membres, mais ces derniers sont très réticents.

La Commission peut aussi être un intermédiaire entre autorités commerciales et publiques afin que celles-ci convergent vers une stratégie commune.

Enfin, le rôle d'Internet ne doit pas être sous-estimé : catalyseur du changement, il est l'un des outils les plus efficaces pour le partage et l'accès à la connaissance et pour la démocratisation de la créativité et de la participation. Internet offre l'opportunité d'engager tout le monde dans le processus de développement durable.

“ Internet offre l'opportunité d'engager tout le monde dans le processus de développement durable ”

MARK RADKA : L'Internet est-il la seule solution ? Quelles sont les autres ? Les téléphones portables permettant des petites communications dans les pays en voie de développement sont-ils un mode de communication intéressant ?

PETER JOHNSTON : L'intérêt de la Commission porte sur l'ensemble des technologies qui dépendent d'un protocole IP, dont, effectivement, la téléphonie mobile via Internet.

ICT & Sustainability Forum

ERIC MAHE, Sun Microsystems: ICT & sustainability forum a été créé en 2005 par HP, INTEL et SUN Microsystems, pour permettre aux industriels, qui sont une partie de la société civile, de se regrouper et de travailler ensemble sur les points d'accroches entre TIC et développement durable.

Un forum de rapprochement entre TIC et développement durable

Aujourd'hui, nous sommes dans un état d'urgence car si les TIC sont un facteur du développement durable, ils doivent d'abord eux-même s'inscrire dans le processus.

Les objectifs de cette plate-forme ICT sont donc :

- de mettre en perspective les points de rapprochements entre développement durable et TIC
- de réfléchir aux impacts du développement durable sur les TIC
- de construire la contribution des TIC au développement durable
- d'être la source de référence pour cette problématique.

Ce forum se veut le *one stop shop* de tous les éléments permettant de rapprocher les différentes directions.

Le Forum travaille notamment sur les thématiques de la dématérialisation, de la mobilité, de l'efficacité écologique...

“**Aujourd'hui, nous sommes dans un état d'urgence car si les TIC sont un facteur du développement durable, ils doivent d'abord eux-même s'inscrire dans le processus**”

Lancé officiellement par un *workshop* le 25 janvier 2006, le Forum se poursuivra par d'autres Workshop, afin que son élargissement puisse être effectif. En effet, il ne s'agit pas d'un forum marketing de SUN, INTEL et HP.

Le thème de l'année est l'énergie, en raison des pressions qui pèsent sur ce secteur et parce que l'industrie des TIC est fortement consommatrice d'énergie. Nous souhaitons aboutir à des contributions écrites qui puissent participer à l'ensemble des réflexions menées dans le cadre de ces deux journées.

BEN CRAMER : Comment ce forum peut-il s'intégrer dans les priorités établies dans ce séminaire ?

ERIC MAHE : L'intérêt du Forum est de représenter les industriels ayant conscience de l'impact des TIC sur le développement durable et de l'implication du développement durable sur leurs propres pratiques. Ce forum est tout neuf et doit se prendre en main pour sortir de sa coquille et se confronter à la réflexion d'autres groupes.

BEN CRAMER : Quel est le dénominateur commun entre les discours des sociétés civiles, des entreprises et des institutions internationales ? Comment ces parties peuvent-elles s'organiser ? Quelles sont vos attentes ?

MARK RADKA : Notre initiative invite une vingtaine d'entreprises, qui connaissent les points de convergences des technologies. Nous développons les liens auprès de Nations-Unies, nous favorisons « l'Agenda du développement ». Ensemble, nous essayons de développer des outils, de créer des pratiques et des approches qui ont un sens pour tous, entreprises, pays en développement, ONG...

BEN CRAMER : Qu'en est-il des ONG? Sont-elles partenaires?

MARK RADKA : Oui, nous sommes engagés avec les ONG au développement d'outils, mais nous attendons toujours leur « feed-back ». Qu'est-ce que la responsabilité sociale selon les ONG? Quelles sont leurs attentes? Pour une entreprise, rien n'est plus frustrant que d'investir du temps et de l'argent dans un projet qui n'intéresse personne. Si le travail fourni permet au contraire de répondre à des questions importantes, alors, le temps a été bien utilisé. Nous travaillons dans ce sens en dialoguant avec les ONG, les investisseurs... Cet axe est essentiel dans notre activité.

Echanges avec la salle

DE LA SALLE (économiste, ingénieur, professeur en architecture): J'ajoute à l'indignation de Raymond Van Ermen : nous parlons des problèmes environnementaux depuis trente ans, et, aujourd'hui seulement, nous nous donnons des objectifs! En réalité, depuis plus de 150 ans, nous nous questionnons sur le développement.

Entre 1870 et 1880, Elysée Reclus⁴ posait la question de la croissance exponentielle de la consommation de l'eau par l'industrie. La problématique du traitement de l'eau est, aujourd'hui, plus ou moins maîtrisée.

Jules Verne avait, quant à lui, noté que les études de l'époque montraient que les ressources en énergies fossiles étaient épuisables (ressources en charbon). Faisant écho à ces études, Victor Hugo avait proposé la solution des énergies renouvelables. Ces auteurs appréciés du grand public nous enseignent que ce n'est pas parce que la question est connue que les logiques durables s'imposent.

“ Ce n'est pas parce que la question est connue que les logiques durables s'imposent ”

Nous devons nous interroger sur cette différence entre nos dires et nos comportements. La prise de conscience intellectuelle ne suffit pas.

Le processus de production du bâti répond aux objectifs de Raymond Van Ermen car il associe de nombreux acteurs : l'Etat et les urbanistes locaux (par les réglementations), les usagers (qui deviennent des investisseurs), les architectes, les artistes, les scientifiques, les industriels...

Internet est un fédérateur de médias. Je rédige une thèse sur l'histoire, depuis la conception architecturale de Léonard de Vinci jusqu'au *concurrent engineering*. En observant l'évolution économique, le *concurrent engineering* est le point où concourent des quantités d'ingénieurs induisant un bâti de plus en plus cher et rare, engendrant l'exclusion, d'où des problèmes environnementaux.

Effectivement, quels usages faisons-nous du logement ?

En France, le recyclage du verre fonctionne et nous en sommes fiers. La bouteille de vin que je consomme provient d'un producteur éloigné qui livre les bouteilles dans des cartons que j'entrepose dans ma cave. Le vin bu, la bouteille finit dans le container, le verre cassé est

“ En utilisant des processus de production complexes et qui mobilisent de nombreuses compétences, nous n'avons pas progressé pour autant ”

renvoyé à l'usine, il est refondu en bouteille et il retourne chez un producteur de vin. A l'époque où l'espace était moins rare, mon père s'approvisionnait en tonneaux de vin qu'il entreposait dans ses dépendances, il lavait ses bouteilles avant d'y mettre le vin. Du point de vue environnemental, ce mode de consommation était beaucoup plus économique. En utilisant des processus de production complexes et qui mobilisent de nombreuses compétences, nous n'avons pas progressé pour autant. Si notre niveau de vie a progressé, du point de vue environnemental, nous ne vivons pas mieux.

DE LA SALLE (France Telecom R&D): L'innovation provient, pour l'essentiel, des entreprises et de la recherche, mais n'oublions pas le pan d'innovation *bottom-up* par des hommes et des femmes qui innove. L'exemple de Wikipedia⁵ est une bonne illustration : les gens ne vendent ni n'achètent rien mais créent une œuvre collective permise par les TIC, sans attendre un retour pour eux-mêmes. Ils oeuvrent gratuitement dans la volonté d'enrichir le capital savoir de l'Humanité.

Comment donc catalyser cette création *bottom-up* et lui donner les moyens de se développer ?

ERIC MAHE : SUN a l'habitude, dans le cadre de *l'open source*, de dialoguer avec des communautés constituées de sociétés et d'individus, ces derniers étant des contributeurs de plus en plus importants.

Nous favorisons l'émergence de ces talents individuels en leur fournissant des outils téléchargeables gratuitement, en écoutant leurs avis, en les invitant dans les congrès et en les intégrant dans les groupes de décision. Le processus de normalisation de JAVA permet gratuitement à chaque contributeur individuel de peser autant que les groupes qui cotisent financièrement dans l'évolution de JAVA. Nous donnons de l'importance à leur contribution, par co-optation et leur leur offrons donc la possibilité d'être engagés de manière responsable dans le processus de normalisation.

PETER JOHNSTON : La solution n'est pas le système Wikipedia, où tout le monde accède et peut contribuer gratuitement. Actuellement, la plus grande base de données au monde se fonde plutôt sur un système de publication libre et d'accès payant. Grâce à Internet, nous pouvons concevoir un système de publication libre et d'accès payant où les chercheurs pourraient également recevoir une contribution pour la publication de leur travail : l'avantage serait évident, surtout pour les habitants des PVD qui n'ont pas les moyens de se payer les accès aux banques de données scientifiques !

Comment réaliser une transition entre ces deux systèmes sans interférer dans les processus financiers ou économiques ? Ces solutions attrayantes semblent de développer mais la route n'est pas simple.

DE LA SALLE : En Europe, le politique est en perte de vitesse, face aux entreprises qui endossent une nouvelle responsabilité sociale. L'Europe a malheureusement, échoué dans sa politique de communication vers le citoyen, en dépit des efforts individuels accomplis. Le lien social entre la Commission et le citoyen n'existe pas. Les résultats du référendum aux Pays-Bas et en France ont été très significatifs.

Dans une société qui évolue vers une régionalisation, **une supra structure comme la Commission devrait être beaucoup plus proche des citoyens.** Elle doit recréer le lien social avec eux, et montrer ce que l'Europe peut faire de positif pour eux, sans quoi le modèle

économique stagnera. Depuis trente ans, nous tournons en rond dans toutes les organisations internationales, profitons des TIC pour incarner ce discours.

PETER JOHNSTON : Je comprends vos critiques et je suis conscient de ce manque de communication. En être conscient ne résout rien en soi mais nous avons pour la première fois une commissaire ayant la responsabilité d'améliorer les relations avec les citoyens. Ce n'est pas une coïncidence si cette commissaire est aussi celle qui s'est engagée le plus en faveur du développement durable.

Cependant, nous ne disposons pas de solutions toutes faites. Les problèmes sont parfois institutionnels (organisation très centralisée) ou hiérarchiques. La nécessaire coordination entre tous les Etats membres nous empêchent de progresser efficacement.

RAYMOND VAN ERMEN : Le forum permanent de la société civile, dont je suis le rapporteur, discute avec la présidence autrichienne de la Commission sur la préparation des conclusions du prochain Conseil européen (juin 2006), sur le *European road map* prévu entre juin 2006 et 2009 (prochaines élections du Parlement européen) pour résoudre la problématique de la constitution européenne et des résultats des référendums.

La société civile propose qu'entre septembre 2006 (présidence finlandaise) et juin 2007 (présidence allemande), soit organisés les états généraux de l'Europe en réseau qui prépare-

raient la convention III, elle-même reprenant la Constitution. Dans ce cadre, nous voudrions organiser à Bruxelles de grandes rencontres entre tous les réseaux qui travaillent sur le développement durable autour de deux

“ Nous souhaiterions que le plan d'action Internet en soutien aux achats et investissements responsables soit défini à la fin des états généraux ”

grands axes. D'une part, **nous voudrions expérimenter comment une institution basée à Bruxelles peut, via Internet, se connecter avec toutes les régions et tous les acteurs en Europe.** Si la présidence autrichienne confirme son intérêt pour cette action, nous reviendrons vers vous pour solliciter votre aide. D'autre part, nous souhaiterions que le plan d'action Internet en soutien aux achats et investissements responsables soit défini à la fin des états généraux.

Sigles

U N E P

Programme des Nations Unies pour l'environnement